

Ouverts à tous. Solidaires des laissés-pour-compte!

L'année sous revue a été marquée par deux événements qui ont fortement influencé le travail du secteur CËTN-Migration. La pandémie de Covid-19 a eu des conséquences pour nos partenaires en Suisse et dans le monde.



 Ueli Burkhalter
chef du département CËTN-Migration

Par ailleurs, la campagne autour de l'initiative pour des multinationales responsables a accaparé notre secteur pendant l'automne. L'initiative, lancée par plus de 60 organisations de défense des droits humains, du développement et de l'environnement, a constitué une sorte de mise en œuvre au niveau politique de décennies d'engagement des Eglises en faveur de «la justice, la paix et la préservation de la Création».

Une large coalition composée d'acteurs de l'économie, de la politique et des œuvres d'entraide s'est formée autour de l'initiative. Au sein de l'Eglise aussi, l'initiative a été soutenue par de nombreuses paroisses, par des personnes individuelles et par des Eglises cantonales, notamment par les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure. En guise de contribution à un débat ouvert, le Conseil synodal a formulé sa position biblico-théologique dans un Point de vue. Dans ce texte, il s'est appuyé sur des passages bibliques, mais également sur l'idée directrice de la Vision «Ouverts à tous. Solidaires des laissés-pour-compte.» Les Points de vue du Conseil synodal sont conçus comme des contributions au débat sur une question de politique sociale.

Prises dans le feu de la campagne, beaucoup de paroisses se sont clairement positionnées en faveur de la cause défendue par l'initiative et l'ont fait savoir, notamment en affichant des banderoles sur les façades des temples et des maisons paroissiales. En vertu du principe d'autonomie des paroisses

au sein de notre Eglise, chaque conseil a défini ses modalités concrètes d'engagement en toute indépendance. Pourtant, les banderoles pro-initiative ont provoqué dans certains cas de vives réactions. Les opposants à l'initiative ont reproché à ses partisans de leur dénier leur identité de chrétiens et de chrétiennes. Le débat s'est déplacé de la problématique légitime de l'initiative sur les méthodes de campagne. Le Conseil synodal a déploré ce dérapage, cherchant constamment à préserver le débat, en particulier avec les opposants à l'initiative. Toutes les personnes ayant envoyé une lettre de protestation en lien avec l'engagement politique de l'Eglise ont reçu une réponse personnelle.

Le Conseil synodal estime qu'à la suite de cette votation, les modalités d'engagement de l'Eglise sur le terrain de la politique sociale doivent faire l'objet d'une discussion ouverte. L'Eglise ne fait pas de la politique au quotidien. Cependant, en tant qu'Eglise, elle est appelée à continuer de se prononcer sur des sujets de politique sociale, au nom de la parole biblique, au nom de la mission que lui confèrent sa Constitution et son Règlement ecclésiastique, et au nom des valeurs qu'elle défend. Elle doit donc débattre de la forme de son engagement en toute franchise.

Quand les temps sont difficiles, l'Eglise doit donner une voix aux faibles et aux laissés-pour-compte, ici et dans le monde entier: c'est même l'une de ses missions fondamentales, selon la Bible et les Evangiles. ■